

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT  
D'EURE ET LOIR  
ARRONDISSEMENT  
DE CHARTRES  
**COMMUNE  
D'AUNEAU-  
BLEURY-SAINT-  
SYMPHORIEN**



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU VENDREDI 10 JUILLET 2020

<b>Date de convocation :</b> <b>03/07/2020</b>	L'an deux mille vingt Le vendredi 10 juillet à dix-huit heures				
<b>Date d'affichage :</b>	Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni au foyer culturel en séance publique sous la présidence du maire				
NOMBRE DE CONSEILLERS	En exercice	Présents	Pouvoirs	Votants	Absents
	33	24	8	32	1
<b>DELIBERATION N° 20/056</b>					

### ETAIENT PRESENTS : (24)

Youssef **AFOUADAS**  
Jean-Pierre **ALCIERI**  
Gilberte **BLUM**  
Sylviane **BOENS**  
Chrystiane **CHEVALLIER**  
Cécile **DAUZATS**  
Yoann **DEBOUCHAUD**

Dominique **DESHAYES**  
Joseph **DIAZ**  
Patrick **DUBOIS**  
Jean-Luc **DUCERF**  
Valérie **DUFRENE**  
Benjamin **DUROSAU**  
Bruno **EQUILLE**

André **FRANCIGNY**  
Fabienne **HARDY HOUDAS**  
Florence **LE HYARIC**  
Stéphane **LEMOINE**  
Dominique **LETOUZE**  
Frédéric **ROBIN**  
Sylvie **ROLAND**

Amandine **ROUGEOT**  
Christelle **TOUSSAINT**  
Robert **TROUILLET**

### ABSENTS AYANT DONNE UN POUVOIR : (8)

Catherine **AUBIJOUX**  
Stéphane **HOUDAS**  
Nicole **MAKLINE**  
Joël **GEOFFROY**  
Claudine **JIMENEZ**  
Rodolphe **PERROQUIN**  
Marie-Anne **HAUVILLE**  
Frédéric **GRIZARD**

a donné pouvoir à  
a donné pouvoir à  
a donné pouvoir à  
a donné pouvoir à  
a donné pouvoir à  
a donné pouvoir à  
a donné pouvoir à  
a donné pouvoir à

André **FRANCIGNY**  
Fabienne **HARDY HOUDAS**  
Florence **LE HYARIC**  
Dominique **LETOUZE**  
Chrystiane **CHEVALLIER**  
Sylvie **ROLAND**  
Cécile **DAUZATS**  
Sylviane **BOENS**

### ABSENTS N'AYANT PAS DONNE DE POUVOIR : (1)

Patricia **MARTIN**

### SECRETAIRE DE SEANCE :

Mme Amandine **ROUGEOT** est désignée secrétaire de séance à l'unanimité.

## INDEMNITES DE FONCTION AU MAIRE DELEGUE D'AUNEAU

### RAPPORTEUR : Maire

### NOTE DE SYNTHESE :

Bien que les fonctions électives soient gratuites (articles L2123-17 et L5212-7 du CGCT), le statut de l'élu prévoit le versement d'indemnités de fonctions aux titulaires de certains mandats. Ces indemnités visent à « compenser les frais que les élus engagent au service de leurs concitoyens ».





Le maire de la commune nouvelle, les adjoints au maire de la commune nouvelle ainsi que les conseillers municipaux ayant reçu délégation bénéficient d'indemnités de fonctions, selon le barème applicable à la strate de population de la commune nouvelle.

L'enveloppe indemnitaire maximale résulte de l'addition de l'indemnité maximale du maire et de celle des adjoints en exercice (dans la limite de 30% de l'effectif de la commune nouvelle, hors adjoints de « droit »).

Les maires des communes déléguées sont adjoints au maire de la commune nouvelle « de droit ». Ils vont automatiquement exercer les fonctions d'adjoint au maire de la commune nouvelle, mais ils ne seront pas décomptés dans les 30 % d'adjoints autorisés ([art. L 2113-13](#)).

Le maire délégué et ses adjoints peuvent également bénéficier d'indemnités de fonction. Ces indemnités sont votées par le conseil municipal de la commune nouvelle, selon le barème applicable à la strate démographique de la commune déléguée.

Les 3 enveloppes « commune nouvelle » et « communes déléguées » sont distinctes.

### Plafonnement des indemnités

Le Plafonnement des indemnités est régi par l'article ([art L.2113-19](#)).

Le montant cumulé des indemnités des adjoints au maire de la commune nouvelle et des maires délégués ne peut excéder un plafond correspondant aux montants cumulés suivants : indemnités maximales susceptibles d'être allouées aux adjoints d'une commune appartenant à la même strate démographique que la commune nouvelle + indemnités maximales susceptibles d'être allouées aux maires de communes appartenant aux mêmes strates de population que les communes déléguées.

### Cumuls interdits

L'indemnité de maire délégué ou d'adjoint au maire délégué ne peut être cumulée avec l'indemnité de fonction allouée à celle d'adjoint au maire de la commune nouvelle.

Les maires délégués et adjoints au maire délégué devront choisir quelle enveloppe ils souhaitent bénéficier.

Dès lors, l'enveloppe maximale globale pour la commune déléguée d'Auneau est de 2 139.17 € puisqu'il n'y a pas d'adjoint délégué.

Conformément aux articles L.2123-20 et L.2123-24 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil municipal doit se prononcer sur les indemnités de fonctions versées au maire délégué, aux adjoints et aux conseillers délégués. Ces indemnités sont calculées en appliquant le pourcentage du barème en fonction de la population de la commune, mais aussi de l'indice brut et de l'échelle indiciaire appliquée dans la fonction publique.

L'article L. 2123-20-1.-I. du CGCT - issu de la loi la loi 2015-366 du 31/03/2015, précise : « Lorsque le conseil municipal est renouvelé, les indemnités de ses membres, à l'exception de l'indemnité du maire, sont fixées par délibération. Cette délibération intervient dans les trois mois suivant l'installation du conseil municipal. »

### Indemnités de fonction maximales dans les communes

Art 92 de la loi 2019-1461 modifiant l'Art.L.2123-23 et L.2123-24 du CGCT

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Orléans ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet : <http://www.telerecours.fr>



POPULATION TOTALE (tranches démographiques)	INDEMNITES MAXIMALES au 1 <sup>er</sup> JANVIER 2019					
	Maires			Adjoints		
	Taux maximum (en %)	Montant des indemnités		Taux maximum (en %)	Montant des indemnités	
		Annuel	Mensuel		Annuel	Mensuel
< 500	25,5	11 901,57	991,80	9,90	4 620,61	385,05
500 à 999	40,3	18 809,14	1 567,43	10,70	4 993,99	416,17
1 000 à 3 499	51,6	24 083,17	2 006,93	19,80	9 241,22	770,10
3 500 à 9 999	55	25 670,05	2 139,17	22,00	10 268,02	855,67
10 000 à 19 999	65	30 337,33	2 528,11	27,50	12 835,02	1 069,59
20 000 à 49 999	90	42 005,53	3 500,46	33,00	15 402,03	1 283,50
50 000 à 99 999	110	51 340,09	4 278,34	44,00	20 536,04	1 711,34
100 000 à 200 000	145	67 675,57	5 639,63	66,00	30 804,05	2 567,00
> 200 000	145	67 675,57	5 639,63	72,50	33 837,79	2 819,82
Paris, Marseille, Lyon	145	67 675,57	5 639,63	72,50	33 837,79	2 819,82

Le maire délégué d'Auneau, dont la strate correspondant est de 3 500 à 9 999 habitants perçoit donc une indemnité de fonction plafonnée au taux maximum de 55 %.

Enfin, toute délibération d'une assemblée locale sur les indemnités de fonction d'un ou plusieurs élus doit être accompagnée d'un tableau récapitulant l'ensemble des indemnités allouées à ses membres.

FONCTION	Pourcentage de l'indice brut 1027	MONTANT BRUT MENSUEL
Maire délégué d'AUNEAU	47 %	1 828,02 €

**Après en avoir délibéré,**

**Voix contre : 2 > Dominique LETOUZE et son pouvoir M. Joël GEOFFROY**

**Abstentions : 4 > Mmes Gilberte BLUM, Christelle TOUSSAINT et MM Yoann DEBOUCHAUD, Stéphane LEMOINE**

**Voix Pour : 26**

## LE CONSEIL MUNICIPAL

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2123 et suivants
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2113-13 à 19
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5212-7

- Considérant qu'il revient au conseil municipal de déterminer dans un délai maximal de trois mois après les élections les indemnités de fonction attribuées au maire et ses adjoints.

**ARTICLE 1 : Approuve** les indemnités de fonction au Maire délégué de Bleury-St-Symphorien, sur proposition de Madame Sylviane BOENS en accord avec Madame Cécile DAUZATS, à un taux de 47%.

**ARTICLE 2 : Précise** que cette indemnité prendra effet à compter de l'élection du maire et de ses adjoints.

**ARTICLE 3 : Charge** M. Le Maire de l'exécution de la présente délibération pour la durée du mandat.

Jean-Luc DUCERF

Maire d'Auneau-Bleury-Saint-Symphorien

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Orléans ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. **Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet : <http://www.telerecours.fr>**

028-200056463-20200710-20-056-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/07/2020

Affichage : 15/07/2020

Pour l'autorité compétente par délégation

